

Avenant n° 01 du 19 novembre 2024

à l'accord du 5 décembre 2001
relatif à la prévoyance

NOR : ASET2550092M

IDCC : 1513

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

ABF ;

SNBI ;

MEMN ;

SBSA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

CFTC CSFV ;

FNAF CGT ;

CFE-CGC Agro ;

FGA CFTD,

d'autre part,

Nota : tous les avenants signés jusqu'en novembre 2024 ont été intégrés dans le chapitre prévoyance pour des facilités d'accès et de compréhension. Les partenaires sociaux adoptent une nouvelle numérotation pour ce chapitre, démarrant à 01 pour éviter toute confusion ou erreur. L'avenant n° 01 négocié depuis avril 2024 est daté du 19 novembre 2024, jour où la CPPNI, par ses acteurs signataires majoritaires, s'engage dans sa mise en œuvre.

Préambule

Les organisations syndicales de salariés ont souhaité que puisse être amélioré le régime incapacité-invalidité qui avait fait l'objet d'adaptation afin de maintenir l'équilibre du régime depuis les années 2015. Ils ont fondé leur demande sur les résultats actuels et le niveau des réserves. De leur côté, les organisations patronales ont adhéré à cette idée, à la condition que le régime de prévoyance reste bénéficiaire. Or, les projections de l'assureur démontrent qu'il y a un risque d'amputation des réserves au-delà de 3 exercices.

Après échanges entre les partenaires sociaux, il est décidé :

Article unique

Du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2027, soit pendant 3 exercices civils, le taux de prise en charge (prestations) des arrêts survenus après le 1^{er} janvier 2025 est fixé à 70 % du salaire brut de référence, moins la prise en charge des indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS) et de tout autre régime de prévoyance, en lieu et place de 68 %. Aucune autre modification n'interviendra dans les cotisations qui restent inchangées (ni sur aucun autre paramètre) durant cette période triennale.

À l'issue du 1^{er} semestre 2027, les partenaires sociaux se réuniront pour apprécier l'opportunité de prévoir d'autres dispositions à effet du 1^{er} janvier 2028, ou la reconduction de l'existant.

À défaut, la règle actuelle, avant mise en œuvre de l'avenant n° 01, reprendra application à compter du 1^{er} janvier 2028, après avoir été suspendue à effet du 1^{er} janvier 2025.

Le présent avenant reçoit une application identique pour toutes les entreprises, quel que soit leur effectif, y compris celles qui emploient moins de 50 salariés, le régime de prévoyance ayant une vocation générale et égalitaire depuis sa création.

La partie la plus diligente des organisations signataires de l'accord en notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

En l'absence d'opposition valable, la partie la plus diligente demandera l'extension du présent avenant-accord, lequel est déposé dans les conditions prévues par la loi auprès des services centraux du ministère chargé du travail et au conseil de prud'hommes du lieu de conclusion.

Fait à Paris, le 19 novembre 2024.

(Suivent les signatures.)